

**COMMUNE DE
CHEMILLY-SUR-YONNE**

**Plan Local
d'Urbanisme**

REVISION SIMPLIFIEE N°2
(Renforcement de la station d'épuration)

Vu pour être annexé à la délibération
du 6 juillet 2009 approuvant
la révision simplifiée n°2
du Plan Local d'Urbanisme

Cachet de la Mairie et
signature du Maire :



Martine DEBREUVE.

P.L.U. approuvé le 22 novembre 2004

Sommaire

I/ Identification des besoins Page 1

II / Pourquoi une procédure de révision simplifiée ?Page 2

a) Rappel de la réglementation généralePage 2

b) La révision simplifiée du P.L.U. de Chemilly-sur-YonnePage 2

III / Les adaptations du P.L.U.....Page 3

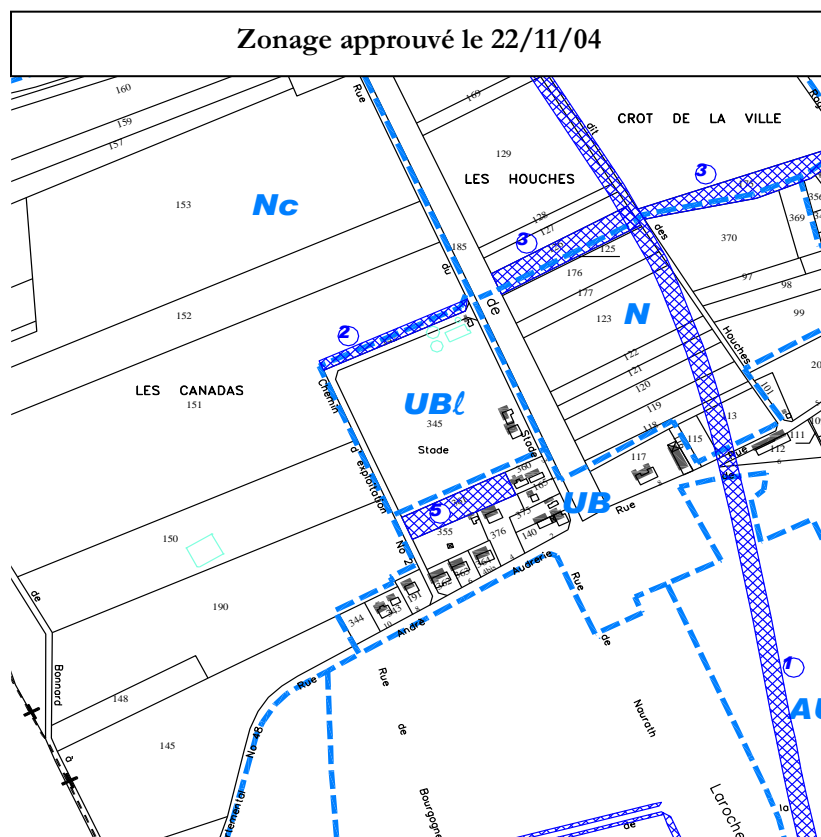
I/ Identification des besoins

Rappel du contexte

La commune de Chemilly-sur-Yonne a réalisé en 1997 une extension de sa station d'épuration pour porter sa capacité à 1950 eq. hab., justifiée essentiellement en raison de la charge organique rejetée au réseau communal par les deux entreprises agro-alimentaires de la commune, le Borvo et Festins de Bourgogne.

Par délibération du 25 septembre 2006, la commune a décidé de lancer l'extension de la station d'épuration, projet communal d'intérêt général, au regard des éléments suivants :

- Approbation du plan local d'urbanisme le 22/11/2004 qui conduira compte tenu de la situation géographique de la commune à proximité de l'agglomération auxerroise et de l'ouverture à l'urbanisation de terrains, à une croissance régulière de sa population jusqu'à environ 1 500 habitants à une échéance de 20 ans,
- Approbation du zonage d'assainissement le 06/02/2006,
- Conventions de déversement des eaux usées des industriels prenant en compte leur évolution,
- Création du réseau d'eaux usées du hameau des Chaumes,
- Aménagement du site de l'ETAMAT,
- Valorisation des boues.



Projet envisagé

La commune doit désormais résoudre deux problèmes :

- Faire face à l'augmentation des effluents à traiter du fait du développement des activités économiques et de la population.
- Améliorer le système de traitement des boues. Celles-ci font actuellement l'objet d'un épandage en agriculture sous forme liquide mais le silo de stockage actuel de 500m³, ne permet plus de recevoir toute la production.

La commune est donc contrainte de mettre en place une technique de concentration de ses boues.

Différentes possibilités techniques ont été envisagées. Finalement, celle de la création d'un lit planté de roseaux a été retenue.

Cet équipement ne peut être aménagé sur le site actuel de la station d'épuration. En effet, celui-ci est entouré d'anciennes gravières toujours en eau et du terrain de sport avec ses infrastructures. Le terrain de la station permet seulement d'implanter un ouvrage complémentaire pour augmenter la capacité d'épuration.

Pour des raisons d'ordre technique, le traitement des boues peut ne pas être contigu à la station d'épuration mais il ne peut en être éloigné de plus de 300m. La parcelle ZD 150 est donc la seule, à proximité de la station, non bâtie et sans gravière, qui permettrait la création de ces nouveaux ouvrages.

II / Pourquoi une procédure de révision simplifiée ?

a) Rappel de la réglementation générale

La Loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 s'applique à ce type de situation grâce à la procédure adaptée dite de révision simplifiée.

L'article **L 123-13** du Code l'urbanisme précise que **le plan local d'urbanisme est modifié ou révisé par délibération du conseil municipal après enquête publique**.

La procédure de modification est utilisée à condition que la modification envisagée :

- a) ne porte pas atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durable mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 123-1,
- b) ne réduise pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, ou une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ,
- c) ne comporte pas de graves risques de nuisance.

Dans les autres cas que ceux visés aux a, b, et c, le plan local d'urbanisme peut faire l'objet d'une révision selon les modalités définies aux articles L. 123-6 et L. 123-12.

Lorsque la révision a pour seul objet la réalisation d'une construction ou d'une opération, à caractère public ou privé, présentant un intérêt général notamment pour la commune ou toute autre collectivité ou lorsque la révision a pour objet la rectification d'une erreur matérielle, elle peut, à l'initiative du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. **La révision simplifiée donne lieu à un examen conjoint des personnes publiques associées mentionnées à l'article L. 123-9.** Le dossier de l'enquête publique est complété par une notice présentant la construction ou l'opération d'intérêt général. **Les dispositions du présent alinéa sont également applicables à un projet d'extension des zones constructibles qui ne porte pas atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durable et ne comporte pas de graves risques de nuisance.**

b) La révision simplifiée du P.L.U de Chemilly-sur-Yonne

La commune de Chemilly-sur-Yonne dispose **d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 22 novembre 2004.**

La commune souhaite permettre l'extension de la station d'épuration afin de traiter les eaux usées, projet qui présente un caractère d'intérêt général pour le bon fonctionnement de la commune, qui **ne remet pas en cause l'économie générale du PADD** et va dans son sens en respectant la disposition n°10 qui permet d'adapter les équipements publics aux besoins actuels et futurs du territoire et enfin qui **ne comporte pas de graves risques de nuisance**, le projet devant respecter la réglementation en vigueur.

Afin de permettre une modification du zonage, le document d'urbanisme doit être révisé et non modifié.

La commune décide donc de réaliser **une procédure de révision simplifiée pour adapter le PLU** et permettre la réalisation d'un équipement permettant d'augmenter la capacité de la station d'épuration.

Cette révision simplifiée va permettre d'apposer un emplacement réservé sur une parcelle à proximité de la station d'épuration existante, où cet équipement pourra être réalisé.

Par une délibération du conseil municipal en date du **16 juillet 2008**, la commune de Chemilly-sur-Yonne confirme son intention d'engager la révision simplifiée du P.L.U. pour classer la parcelle ZD 150 en une zone du P.L.U. dont les dispositions permettront la réalisation du projet d'extension de la station d'épuration.

Cette délibération du 16 juillet 2008 définit également les modalités de concertation à mettre en œuvre au cours de la révision simplifiée.

Dans le cas du P.L.U. de Chemilly-sur-Yonne, la procédure de révision simplifiée induit la modification de plusieurs pièces du dossier : il s'agit du plan de zonage (plan n°3B) ainsi que, lorsque la révision simplifiée sera approuvée, du plan du droit de préemption urbain (plan n°4F). En effet, le projet concerne l'extension de la zone UBI.

III / Adaptation du P.L.U.

La commune envisage donc :

- de modifier le zonage du P.L.U., afin d'intégrer cette parcelle qui était en zone Nc du P.L.U. pour l'intégrer en secteur UBI, toute proche, le règlement de cette zone admettant les constructions et installations nécessaires aux équipements d'intérêt public et collectif,
- d'apposer un nouvel emplacement réservé (n°17) sur l'ensemble de la parcelle.

La commune souhaite également, une fois la révision simplifiée du P.L.U. approuvée, modifier le périmètre du droit de préemption urbain pour intégrer la parcelle ZD 150.

